CONSEIL D'ETAT

Section du Contentieux

MEMOIRE EN REPLIQUE

- POUR :**
- 1. M. Claude BAUCHET**, né le 14 juin 1947 à Mouzeuil Saint-Martin (Vendée), de nationalité française, chef d'entreprise, demeurant 7 rue Auguste Rey Saint-Prix, 95390
 - 2. Mme Ghislaine BOURGOGNE**, née le 27 décembre 1957 à Saint-Vallier sur Rhône, de nationalité française, psychanalyste, demeurant 105, boulevard de la Croix Rousse, Lyon 69004
 - 3. Mme Christine BOURGOGNE**, née le 19 février 1968 à Marseille, de nationalité française, psychologue, demeurant 99, boulevard de la Croix Rousse Lyon, 69004
 - 4. M. Jacques MABIT**, né le 28 janvier 1955 à Nouméa (Nouvelle Calédonie), de nationalité française, docteur en médecine, demeurant centre Takiwasi n° 466, Prolong J Alerta, Tarapoto (Pérou)
 - 5. M. Christophe VAILLANT**, né le 7 octobre 1951 à Lyon, de nationalité française, scénographe, demeurant 105, boulevard de la Croix Rousse Lyon, 69004
 - 6. M. Jean-Paul VACANDARE**, né le 14 janvier 1948 à Loudun (86), de nationalité française, chef d'entreprise, demeurant route du Pas Privas, Charly, 69000
 - 7. Association pour la liberté du « Santo Daime »**, association de la loi 1901, domiciliée au 10, rue de Miromesnil – 75008 Paris, prise en la personne de son Président, M. Claude BAUCHET, domicilié audit siège.
 - 8. Association « La Maison qui chante »**, association de la loi 1901, domiciliée au 105 boulevard de la Croix Rousse – 69004 Lyon, prise en la personne de sa Présidente Ghislaine BOURGOGNE, domiciliée audit siège.

Requérants

- CONTRE :**
- 1. Un arrêté du 20 avril 2005 modifiant l'arrêté du 22 février 1990 fixant la liste des plantes et substances classées comme stupéfiants pris par le Ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Famille.**

1. Par un mémoire du 15 février 2006, le Ministre de la Santé et de la Solidarité, a répondu à la requête n° 282100 formée par M. BAUCHET et autres, demandant l'annulation de l'arrêté du 20 avril 2005 modifiant l'arrêté du 22 février 1990, qui classe à son Annexe IV parmi les substances stupéfiantes, les plantes et substances *Banisteriopsis caapi*, *Peganum harmala*, *Psychotria Veridis*, *Diplopterys cabrerana*, *Mimosa hostilis*, *Banisteriopsis rusbyana*, harmaline, tétrahydroharmine (THH), harmol et harmalol.

Le mémoire du Ministre, signé par M. EYSSARTIER, adjoint au Directeur Général de la Santé, présente des observations concernant aussi bien la légalité externe (I), que la légalité interne (II) dudit arrêté. Les requérants entendent donc par le présent mémoire en réplique, répondre aux observations de l'administration sur ces deux terrains.

I. Sur la légalité externe

2. Il convient de rappeler que les requérants ont soulevé l'incompétence du Ministre de la Santé pour prendre l'arrêté du 20 avril 2005, classant la *Psychotria Veridis* et la *Banisteriopsis caapi*, parmi les substances stupéfiantes. Leur argumentation se divisait en deux moyens d'annulation : d'une part, le Ministre était incompétent pour prendre seul une mesure portant atteinte à plusieurs libertés individuelles, et d'autre part, il n'avait pas été désigné par les textes, et en particulier par l'article R. 5132-74 CSP, pour classer les plantes parmi les substances et préparations stupéfiantes.

■ Le mémoire du Ministre se borne à répondre au second argument, en se fondant sur l'article L. 5132-7 CSP qui prévoit que « *les plantes, substances, ou préparations vénéneuses sont classées comme stupéfiants et comme psychotropes, ou sont inscrits sur les listes I et II, par arrêté du Ministre chargé de la santé, pris sur proposition du Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé* ». Il est vrai que ce texte donne au Ministre le pouvoir de prendre un arrêté de classement concernant des plantes, et les requérants savent pertinemment qu'un certain nombre de plantes (cannabis, coca, pavot à opium) ont déjà été classées parmi les stupéfiants par des arrêtés antérieurs.

Ils rappellent cependant que l'article L. 5132-7 CSP, texte à valeur législative, est de rédaction récente puisqu'il résulte de l'ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 codifiant, à droit constant, les dispositions de l'ancien Code de la Santé Publique. L'article L. 5132-7 CSP a ainsi remplacé l'article L. 627 CSP ainsi rédigé :

« Les conditions de production, de fabrication, de transport, d'importation, d'exportation, de détention, d'offre, de cession, d'acquisition et d'emploi de substances ou plantes vénéneuses classées comme stupéfiant par voie réglementaires, sont fixées par décret en Conseil d'Etat ».

Le texte se référait à un décret en Conseil d'Etat qui, avant l'ordonnance du 15 juin 2000 était le décret n° 88-1232 du 29 décembre 1988 modifié par le décret n° 91-963 du 7 septembre 1992. Ce décret prévoyait le classement des substances stupéfiantes dans l'article R. 5171 CSP ainsi rédigé :

« Sont interdits, à moins d'autorisation expresse, la production, la mise sur le marché, l'emploi et, d'une manière générale, les opérations agricoles, artisanales, commerciales et

industrielles relatifs aux substances ou préparations classées comme stupéfiantes, sur proposition du directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, après avis de la Commission nationale des stupéfiants et psychotropes, par arrêté du Ministre chargé de la santé » (souligné par nous).

La procédure de classement suivait donc la hiérarchie normale des textes législatifs et réglementaires, en prévoyant une loi (L. 627 CSP), un décret d'application (R. 5171 CSP), et un arrêté pris sur la base du décret (arrêté du 22 février 1990). Mais ce dispositif, qui faisait l'objet de vigoureuses critiques de la part de la doctrine (v. Droit de la Drogue, Dalloz, 2000, n° 395 et s.), n'a pas été conservé à droit constant, comme le voulait la loi d'habilitation. Il a été modifié par un déplacement des compétences respectives du législateur et de l'administration, dans les articles L. 5132-7 et R. 5174 CSP. Ce qui était du domaine réglementaire est devenu législatif. Et le législateur a renvoyé directement à un arrêté sans passer par le décret, en bousculant la hiérarchie des normes.

Le problème est que dans cette opération, les rédacteurs de l'ordonnance ont oublié les plantes dans l'article R. 5174 CSP qui dispose :

« Sont interdits, à moins d'autorisation expresse, la production, la mise sur le marché, l'emploi et, d'une manière générale, les opérations agricoles, artisanales, commerciales et industrielles relatifs aux substances ou préparations classées comme stupéfiantes, sur proposition du directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, après avis de la Commission nationale des stupéfiants et psychotropes, par arrêté du Ministre chargé de la santé » (souligné par nous).

Il résulte que si le Ministre de la Santé a bien, sur le fondement de l'article L. 5132-7 CSP, compétence pour classer les plantes parmi les stupéfiants, ce classement est sans aucun effet réglementaire si ce n'est l'inscription du nom des plantes en cause dans le Journal Officiel. Pour que cette inscription puisse empêcher les opérations agricoles, artisanales, commerciales ou industrielles, et donc l'importation des plantes classées, il faut absolument que l'article L. 5132-7 CSP soit complété par l'article R. 5132-74 CSP sans lequel aucune réglementation desdites plantes n'est possible sur le plan sanitaire.

■ Au surplus, la contestation de la légalité externe de l'arrêté litigieux se fonde sur un autre moyen justifiant l'incompétence du Ministre, pour prendre seul ledit arrêté. Or, cet argument est renforcé par les productions de l'Afssaps.

En effet, dans son PV n° 46 du 19 avril 2001 (pièce Afssaps n° 4), la Commission Nationale des Stupéfiants et Psychotropes précise que « *la prévention du problème de l'utilisation de l'ayahuasca et des plantes hallucinogènes s'avère complexe et intéresse plusieurs institutions. Elle souhaite donc disposer d'information et d'avis complémentaire, avant de décider l'établissement éventuel d'une réglementation relative aux plantes hallucinogènes* » (souligné par nous). La Commission propose donc que soit saisie la Mission Interministérielle de Lutte contre les Sectes, et éventuellement le Comité National d'Éthique.

Or, la lutte contre les sectes dépend du Ministère de l'intérieur, et le Comité National d'Éthique est rattaché au Premier Ministre. La co-signature du Ministre de l'Intérieur au côté du Ministre de la Santé au bas de l'arrêté attaqué, est dès lors indispensable. Elle est d'ailleurs d'autant plus indispensable que le classement a des effets sur l'ordre public et

porte atteinte à plusieurs libertés fondamentales, dont la liberté de culte qui dépend de son Ministère.

Telles sont les raisons pour lesquelles les requérants demandent au Conseil d'Etat, d'annuler l'arrêté attaqué pour incompétence du Ministre de la Santé, faute de co-signature du Ministre de l'Intérieur.

II. Sur la légalité interne

3. L'administration a choisi de répondre au moyen des requérants contestant la légalité interne de l'arrêté attaqué, en se situant d'abord sur le terrain des libertés fondamentales (§1), puis sur celui de l'erreur manifeste d'appréciation (§ 2). Les requérants suivront donc dans leur réplique le plan du mémoire de l'administration.

§ 1. Sur l'atteinte à plusieurs libertés fondamentales.

4. Il convient de rappeler que les requérants soutenaient que le classement des plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi* porte atteinte à plusieurs libertés fondamentales, comme la liberté du commerce et de l'industrie, la liberté religieuse, et la liberté de pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Sur le terrain de la liberté religieuse en particulier, ils invoquaient l'existence de l'Eglise du Santo Daime qui exige de ses pratiquants l'usage rituel de la décoction d'Ayahuasca.

L'Afssaps, tout en rappelant l'article 9 de la CESDH qui garantit la liberté de conscience et de religion, et l'article 4 de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 qui définit la liberté comme « le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui », affirme néanmoins que « *en l'espèce, il n'y a pas d'atteinte à la liberté de pensée, de conscience et de religion. En effet, le classement d'une substance en stupéfiant ne porte nullement atteinte à la liberté religieuse* ».

Ces affirmations sont cependant contredites par les documents produits par le Ministre, qui montrent d'une part, que le shamanisme est bel et bien une religion dérivée du catholicisme parfaitement reconnu par les autorités et les juridictions de plusieurs Etats, et que d'autre part, que le classement des plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi* a été pris en vue d'empêcher le développement du rite du Santo Daime en France, considéré comme une secte faisant concurrence aux religions.

■ Le Ministre lui-même, dans **le procès verbal de la CNSP n° 46 du 19 avril 2001** (pièce Afssaps n° 4), reconnaît l'existence de la religion shamanique associée à l'Ayahuasca en ces termes :

« L'ayahuasca est traditionnellement utilisé en Amérique du Sud par des chamans, lors de rites religieux ou comme « médicament ».

Son utilisation s'est étendue depuis le début du XXème siècle à une grande partie de l'Amérique du Sud, notamment à partir de mouvements religieux néo-chrétiens apparus au Brésil (Santo Daime, Uniao do Végétal).

Parallèlement, plusieurs mouvements de Santo Daime se sont développés en Europe (France, Espagne, Angleterre, Hollande, Allemagne) et au Japon ».

De la même manière, **l'étude du docteur HARAMBURU**, annexée au **procès verbal de la Commission de la CNSP du 16 décembre 2006** (pièce Afssaps n° 6), relève cette utilisation religieuse traditionnelle dans les termes suivants :

« L'ayahuasca est utilisé depuis des siècles (les premières traces de son utilisation remonteraient à environ 2 500 ans) dans tout le bassin amazonien Pérou, en Equateur, Colombie, Bolivie, au Brésil (Nord Est) et dans le delta de l'Orénoque par les shamans, dans le cadre de pratiques religieuses, initiatiques et thérapeutiques, le plus souvent après quelques heures de jeûnes. L'ayahuasca est préparé en faisant bouillir, pendant plusieurs heures B caapi et P viridis. Les modes de préparation varient d'une religion à l'autre. L'ayahuasca est absorbé par voie orale, après un jeûne de plusieurs heures (pour éviter tout risque d'interaction alimentation-IMAO ?). Dans le cadre de l'utilisation thérapeutique traditionnelle, le guérisseur prend de l'ayahuasca en même temps que le malade (l'ayahuesquero est le guérisseur qui utilise l'ayahuasca). Dans de nombreuses tribus amazoniennes, la première chose que les parents donnent à leur nouveau-né est une goutte d'ayahuasca, preuve de la force symbolique de cette « boisson des Dieux ». Cette utilisation traditionnelle est toujours accompagnée par le shaman.

L'utilisation de l'ayahuasca s'est répandue depuis le début du XXe siècle (vers les années 1930) à une grande partie de l'Amérique du Sud, notamment à partir de mouvements religieux néo-chrétiens partis au Brésil comme Santo Daime (Daime désignant l'ayahuasca qui sert de sacrement) ou Uniao de Végétal (ou UDV ou Herbal Union). Santo Daime a des adeptes en Europe, en particulier aux Pays Bas, en Espagne, en France, de même qu'au Japon.

Santo Daime et Uniao do Vegetal sont les deux principaux courants syncrétiques, les plus connus, parmi de très nombreuses sectes utilisant l'ayahuasca comme sacrement.

Santo Daime est l'une des sectes néo-chrétiennes utilisant l'ayahuasca (hoasca) comme sacrement au cours des cérémonies religieuses. Fondée il y a plus de 75 ans par Raimundo Irineu Serra (mort en 1971), qui travaillait dans les forêts du Nord Est du Brésil. L'église s'est initialement implantée à Rio Branco au Brésil. La prise d'ayahuasca est très ritualisée, chaque personne devant être à une place définie au cours de la cérémonie, avec des groupes formés en fonction de l'âge et du sexe, etc. La musique (chants, percussions) joue un rôle important dans la cérémonie ».

L'existence d'une utilisation religieuse de l'ayahuesca ou Santo Daime ne fait donc pas de doute. Le document de l'Afssaps rappelle d'ailleurs qu'au Brésil, le mouvement « Uniao do Vegetal » (UDV), a obtenu l'annulation de l'interdiction de l'ayahuesca et que « *le Gouvernement brésilien a suivi ces recommandations en 1987 autorisant l'ayahuasca dans un cadre de rituel religieux* ». Le même document reconnaît qu'aux Etats-Unis, après la saisie de bidons d'ayahuasca chez un leader d'UDV en novembre 2000, la justice fédérale a cassé cette décision, et finalement en septembre 2003 : « *la Cour d'Appel de Denver a autorisé UDV à utiliser l'Ayahuasca* » (mémoire HARAMBURU, p. 4).

Depuis cette date, d'autres décisions sont venues confirmer la régularité de l'utilisation traditionnelle de l'Ayahuasca dans un cadre religieux :

- décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, février 2006 (pièce Bauchet n° 37)

- décision de la justice Italienne prononçant un non-lieu en faveur des pratiquants du Santo Daime en avril 2006 (pièce Bauchet n° 38)
- décision du Gouvernement canadien autorisant le groupe religieux du Santo Daime à utiliser l'ayahuasca dans son cadre rituel en juillet 2006 (pièce Bauchet n° 39)
- résolution du CONAD brésilien du 4 novembre 2004 sur l'utilisation religieuse de l'Ayahuasca et PV de réunion du CONAD de février 2006 (pièces Bauchet n° 40 et 41)

Il en résulte que l'utilisation de l'ayahuasca dans le cadre d'un rite religieux shamanique est admise par des pays aussi importants que le Brésil, les Etats-Unis, le Canada et l'Italie. Et elle est **considérée comme indissociable de cette religion**, ce qui est d'ailleurs démontré en partie par les documents produits par l'Affsaps elle-même (pièces Afssaps n° 4 et 6). Celle-ci est donc particulièrement mal placée, pour soutenir sans la moindre démonstration que l'arrêté attaqué ne contredit pas la liberté de pratiquer la religion du Santo Daime.

■ L'Affsaps est d'autant plus mal placée pour contester l'importance du facteur religieux dans le classement des plantes *Psychotria Veridis* et *Banisteriopsis caapi*, que les documents qu'elle produit démontrent également que ce classement a été pris en vue d'empêcher le développement du rite du Santo Daime en France, considéré comme une secte faisant concurrence aux religions traditionnelles.

Ainsi, **le procès verbal de la CNSP n° 62 du 16 septembre 2004** (pièce Assaps n° 5), montre l'existence d'une intervention de la Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires (MIVILUDES), dont la représentante a été entendue par la Commission. Le procès verbal rapporte son intervention dans les termes suivants :

« La promotion et la consommation d'ayahuasca reposent sur des appuis associatifs qui affichent des objectifs ou des projets axés sur la psychiatrie, la « dimension spirituelle », « l'existence », « l'intégration somatique ». Ces diverses associations se dissolvent et se succèdent pour échapper à l'observation. Elles proposent des stages et des formations qui se déroulent dans les Alpes Maritimes, en Ardèche, dans la baie d'Arcachon, en Charente, dans les Pyrénées Atlantiques et en Suisse. Ce réseau associatif est en contact avec le centre TAKIWASI (Pérou). Ainsi, une psychothérapeute, fréquentant des communautés religieuses, met les jeunes sous emprise par un traitement psychiatrique, des ponctions financières, etc. Elle est liée à un psychiatre hospitalier et à un médecin organisant des stages au Pérou, le docteur M ».

Le même procès verbal du 16 décembre 2004 (pièce Afssaps n° 5, précité), rappelle l'existence d'une plainte déposée à Pau par les parents de deux jeunes filles (sœurs jumelles) contre un médecin et un psychothérapeute sur le fondement de la loi contre les dérives sectaires. Mais ce que ce procès verbal omet de préciser, c'est que cette plainte a fait l'objet d'un non-lieu du Juge d'instruction de Pau après trois ans d'investigations. Il n'empêche que la prétendue dérive sectaire reprochée aux pratiquants du Santo Daime, a joué un grand rôle pour justifier le classement.

L'influence du facteur religieux est démontrée par la proposition de classement de la Commission ainsi rédigée (pièce Afssaps n° 5, p. 6) :

« L'ayahuasca, de par sa composition, a des effets psychoactifs (hallucinogènes) et possède un potentiel d'abus et de dépendance évident. Il est de plus neurotoxique chez l'animal et entraîne des effets somatiques importants.

En outre, son utilisation dans un cadre sectaire en fait un produit particulièrement sensible.

Tous ces éléments permettent de proposer de lui appliquer des mesures de contrôle plus strictes, en particulier un classement sur la liste des stupéfiants. Toutefois, la composition quantitative de la boisson ayahuasca n'étant pas définie, il est proposé le classement :

- d'une part, des substances entrant dans la composition de l'ayahuasca : harmine, harmaline, THH, harmol et harmalol, la DMT étant déjà sur la liste des stupéfiants ;
- d'autre part, des plantes suivantes : *Banisteriopsis caapi*, *Peganum harmala*, *Psychotria viridis*, *Diplopterys cabrerana*, *Mimosa hostilis*, *Banisteriopsis rusbyana* » (souligné par nous).

L'affirmation selon laquelle « son utilisation dans un cadre sectaire en fait un produit particulièrement sensible », est cependant totalement erronée puisque le rite du Santo Daime n'est pas une secte. C'est donc bel et bien une religion, parallèle au catholicisme dont elle est une variété douce et pacifique. Dans un article qui lui est consacré (DESHAYES, Les trois mondes du Santo Daime, Socio-anthropologie, n° 17-18, 1^{er} semestre 2006, pièce Bauchet n° 42), un chercheur décrit ainsi l'esprit de cette religion :

« Au niveau international, le Santo Daime fabrique un éclectisme conversionniste qui se nourrit des manques et des failles propres aux différentes nations où il s'implante. Ainsi, le Santo Daime dit offrir plus de fraternité que les Eglises évangéliques grâce à son organisation solidaire, dit convier plus le Saint-Esprit que le pentecôtisme grâce à sa « boisson de Lumière », et assure proposer plus de « charité chrétienne » que le catholicisme. Il recrute au sein même de ces religions, en s'adressant aux déçus qui ont fait l'expérience de l'écart entre les promesses officielles et les actes concrets ».

Il résulte de tout ce qui précède, que l'arrêté de classement, en ce qu'il interdit l'usage de l'ayahuasca sur le territoire français, porte nécessairement atteinte à la liberté de religion des pratiquants du rite du Santo Daime, et qu'au surplus, l'arrêté attaqué a été pris pour des motifs d'ordre religieux, fondés sur une prétendue dérive sectaire de ses pratiquants, alors que dès lors que le Ministère de la Santé est seul signataire de l'arrêté, seul un motif sanitaire ou social peut justifier le classement.

§ 2. Sur l'erreur manifeste d'appréciation.

A. Sur l'absence de définition légale ou réglementaire susceptible de guider l'autorité administrative pour classer les substances stupéfiantes.

5. Il convient de rappeler que les requérants relevaient dans leur mémoire qu'il n'existe aucune définition légale susceptible de guider l'autorité administrative, pour classer les substances stupéfiantes, puisque aussi bien sur le plan international, que sur le plan national, le droit positif considère qu' « **est un stupéfiant, une substance inscrite sur la liste des stupéfiants** ». Le moins que l'on puisse écrire, est que cette définition est circulaire, et ne fournit aucun critère de classement, ce qui est contraire au principe de légalité criminelle.

L’Afssaps réplique en citant et en produisant la Convention Unique sur les Stupéfiants de 1961 (pièce Afssaps n° 1), ainsi que la Convention de 1971 sur les psychotropes (pièce Afssaps n° 2). Et l’administration ajoute que « *le principe de l’analogie* » constitue le principal critère de classement dans l’article 3 § 3.iii de la Convention Unique de 1971. En effet ce texte précise que l’OMS peut recommander l’inscription sur la liste des stupéfiants si elle constate qu’une substance peut donner lieu à des abus analogues et produire des effets nocifs analogues à ceux des stupéfiants du Tableau I ou Tableau II.

Tout cela est parfaitement exact, mais cela ne répond nullement au mémoire des requérants.

En effet, la Convention de 1961 sur les stupéfiants et la Convention de 1971 sur les psychotropes, ne sont pas d’applicabilité directe en droit français. Elles prévoient seulement que les Parties contractantes doivent s’efforcer de lutter contre le trafic de stupéfiant sur leur territoire et, à ce titre, classer dans leur droit national les substances classées au niveau international. Sont ainsi classées parmi les stupéfiants en droit français toutes les substances classées comme stupéfiant aux Tableaux I et II de la Convention Unique, ainsi que les psychotropes classés aux Tableaux I et II de la Convention de 1971. Mais il convient de souligner que les plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi* ne figurent dans aucun des tableaux de stupéfiants, ni même dans les tableaux de psychotropes, alors que le Tableau I de la Convention de 1971, comprend en principe les hallucinogènes naturels ou synthétiques.

Ainsi, une lettre de l’OICS, Organe International de Contrôle des Stupéfiants, datée du 17 janvier 2001 (pièce Bauchet n° 43) précise :

« Il n’y a pas de plantes contenant de la DMT actuellement réglementées par la Convention sur les substances psychotropes de 1971. Par conséquent, les préparations faites avec ces plantes, ayahuasca incluse, ne sont pas soumises à la réglementation internationale, et donc ne relèvent d’aucun des articles de la Convention de 1971 ».

Le droit international ne fournit donc à l’Afssaps aucun appui pour justifier son classement, puisque non seulement ces dispositions ne sont pas directement applicables en droit français, mais qu’en outre, elles ne prévoient pas l’inscription des plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi* dans les tableaux internationaux.

Au niveau national, le mémoire de l’Afssaps est obligé de reconnaître que « *les dispositions législatives relatives aux stupéfiants ne comportent pas de définition de ces produits* », ce qui conforte l’argumentation des requérants. Certes, l’administration ajoute que la CNSP « *s’appuie sur le principe de l’analogie et utilise les critères retenus au niveau international pour proposer l’inscription d’une substance sur la liste des stupéfiants ou psychotropes au Ministre chargé de la santé* ». Mais à nouveau, cet argument se retourne contre l’administration, puisque, en utilisant précisément ce critère d’analogie, les instances internationales n’ont pas jugé bon de classer les plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi*.

Les requérants maintiennent donc que le Ministère de la Santé ne disposait d’aucun critère international analogique ou autre, justifiant son classement, et que **cette absence de**

définition et de critère de classement ouvre la voie à l'arbitraire et à l'erreur manifeste d'appréciation.

B. Sur l'absence de dépendance due aux plantes *Psychotria Veridis* et *Banasteriopsis caapi*.

6. Pour contester l'affirmation des requérants fondée sur l'absence de dépendance physique ou psychique causée par les plantes *Psychotria Veridis* et la *Banasteriopsis caapi*, à partir desquelles se fabrique la décoction appelée Ayahuasca, l'Afssaps affirme tout d'abord qu' « *une étude de discrimination réalisée chez le rat, met en évidence le fait que l'Ayahuesca possède un potentiel d'addiction de dépendance* ». Elle rappelle ensuite que « *le développement de l'utilisation de l'Ayahuasca hors de son cadre traditionnel a été constaté au cours de séminaires organisés en France et au Pérou pour traiter la dépendance à diverses substances (alcool, héroïne, cocaïne)* », pour conclure que « *de par ses propriétés psychoactives et son cadre d'utilisation en France, l'Ayahuasca possède donc un potentiel d'abus et de dépendance psychique avérée. Les risques liés à l'utilisation de l'Ayahuasca, outre l'interaction avec les antidépresseurs sérotoninergiques, sont essentiellement d'ordre psychologique* » (souligné par nous).

Le problème est que les documents produits par le Ministre de la Santé contredisent totalement cette affirmation.

■ En effet, l'avis de la Commission Nationale des Stupéfiants et Psychotropes du 16 décembre 2004 (pièce Afssaps n° 6) est accompagné d'une présentation du docteur HARAMBURU, dont un passage est consacré exclusivement à la question de la dépendance sous le titre : « **Potentiel d'induction et de dépendance** » ainsi rédigé :

« (Grella)

Dans les études de discrimination, on retrouve une généralisation de l'harmine pour le (1-22,5-dimethoxy-4-methylphenyl)-2-anminopropane (DOM), un hallucinogène du groupe des phénylalkylaines. Les B-carbolines auraient une certaine affinité pour les récepteurs 5-HT2 Harmine et harmaline auraient un effet hallucinogène modéré ».

Ce jargon scientifique incompréhensible se réfère en réalité à un seul article (Grella B, 1998) qui traite d'une étude sur six rats (!), faite non avec de l'Ayahuasca, mais avec un produit pur comme de l'harmine. Or cette étude est très controversée dans son protocole expérimental, et dans le choix de comparer l'harmine à une autre substance comme le DOM aux effets très différents sur le plan pharmacologique. JC Calloway, pharmacologue finlandais (Université de Kuopio), spécialiste de l'Ayahuasca, précise à propos de cette étude :

« *Dès le début, la première affirmation est fausse. En fait, il n'existe aucune évidence scientifique pour une telle affirmation. Il n'y a rien non plus de commun entre l'action de l'harmine et celle du DOM. Leurs effets sont assez différents, à la fois au niveau moléculaire du récepteur aussi bien qu'au niveau cognitif. Ils ont mesuré essentiellement ici une réponse sérotoninergique commune. En comparant deux molécules différentes aux effets pharmacologiques différents, on peut conclure n'importe quoi. S'ils avaient comparé un échantillon plus large de drogues et d'effets de ces drogues (ce qu'un vrai scientifique se doit de faire), les résultats auraient été sensiblement différents* ».

En définitive, le jargon scientifique qui accompagne l'avis de l'Afssaps ne prouve strictement rien sur le plan de la dépendance. En effet, il n'est pas fait la moindre allusion dans ce passage, à la dépendance physique ou psychique que provoquent les plantes classées (*Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi*), puisqu'il se rapporte uniquement aux substances telles que l'harmine et l'harmaline. Il ne fournit donc aucun fondement à l'affirmation selon laquelle l'Ayahuasca possède un potentiel d'abus et de dépendance psychique avérés.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul document qui contredit les affirmations de l'Afssaps.

■ Ainsi, l'Afssaps fournit **un article du docteur PEPIN** (PEPIN, CHEZE, BILLAULT, GALLARD, Un nouvel hallucinogène en Europe : L'ayahuasca ou vin de l'esprit, Journal de médecine légale, 2000, volume 43, p. 666), où l'on peut lire :

« Il n'existe pas à ce jour de phénomène de tolérance ou de dépendance, mais des études sur le sujet sont très incomplètes et il n'est pas possible d'affirmer que ce n'est pas le cas ».

Or, il convient de rappeler que le docteur PEPIN est membre du Conseil d'Administration du Comité national d'information sur la drogue (CNID) (pièce Bauchet n° 44) dont l'un des objectifs est de « Neutraliser la désinformation par ignorance ou délibérée largement diffusée par les médias, cause majeure de banalisation de l'usage des produits stupéfiants par les jeunes ». En clair, il est partisan de la « guerre contre la drogue », au point qu'il a vu son expertise contestée dans une affaire où il agissait à la fois comme expert et comme partie civile, pour le compte de son association (Libération, 5 septembre 2006, pièce Bauchet n° 45).

Si donc le docteur PEPIN, que l'on ne peut soupçonner de laxisme, affirme que l'Ayahuasca ne provoque à ce jour « aucun phénomène de dépendance », on ne voit pas sur quoi l'administration se fonde pour affirmer le contraire. Au surplus, si l'affirmation du docteur PEPIN vaut pour l'Ayahuasca, dont l'absorption ne crée pas de dépendance physique ou psychique (en raison de son goût et de son odeur infecte), elle vaut *a fortiori* pour les plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi* qui ne sont pas absorbées par l'homme à l'état naturel.

En définitive, non seulement le Ministre ne démontre pas que les plantes en cause provoquent la moindre dépendance physique ou psychique, mais les documents qu'il produit (pièces Afssaps n° 6 et 8), démontrent l'absence de phénomène de dépendance, rendant leur classement dans les substances stupéfiantes manifestement illégal.

C. Sur l'absence de toxicité sur le système nerveux central.

7. Pour contester l'absence de toxicité des plantes qui composent l'Ayahuasca sur le système nerveux central invoquée par les requérants l'administration se réfère à des études chez l'animal (souris), et à une « étude menée chez quinze adeptes d'Uniao de vegetal, âgés de 26 à 48 ans, consommateurs réguliers d'ayahuasca (2 fois par semaine depuis au moins 10 ans) », qui a montré que « malgré la « faiblesse » des concentrations de DMT (0, 24 mg/ml), l'effet hallucinogène maximal survenait entre 60 et 120 minutes après

l'ingestion ce qui correspondait au pic plasmatique de DMT ». En clair, pour l'administration, « *a faiblesse de concentration de la DMT ne préjuge pas de son absence de toxicité sur le système nerveux central* ». Et l'Afssaps ajoute que « *l'utilisation d'Ayahuasca peut apparaître comme dangereuse. En effet, la consommation d'une telle plante hallucinogène peut conduire à une forme de soumission chimique des sujets et engendrer un risque potentiel de déstructuration psychologique des individus* ».

Il convient de rappeler à nouveau, que l'arrêté attaqué ne se rapporte pas à l'ayahuasca, mais aux plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi* qui la composent. Tous les développements consacrés à l'utilisation de l'Ayahuasca, sont donc par définition hors sujet.

■ Néanmoins, les requérants n'entendent nullement éviter le débat sur les prétendus dangers de l'Ayahuasca. Ils contestent formellement que la consommation de cette boisson, absorbée par des millions de personnes depuis des siècles, ait entraîné leur « *soumission chimique* » ou leur « *destruction psychologique* ».

On reviendra plus loin sur le cas prétendu de « *soumission chimique* » invoqué par l'Afssaps (v. Infra n° 8). Mais il convient de rappeler que cette boisson sacrée a au contraire, pour les pratiquants du « Santo Daimé », un potentiel de restructuration physique et psychologique avéré. Elle a également des vertus thérapeutiques reconnues par le Ministère de la Santé lui-même. On rappelle qu'il a subventionné la création du Centre Takiwasi dans lequel l'Ayahuasca a été utilisé à des fins de désintoxication à l'alcool et aux stupéfiants entre 1987 et 1999. On n'imagine pas qu'une telle subvention ait pu être accordée, si la substance avait présenté la moindre toxicité pour le système nerveux central.

■ Quant à sa toxicité sur le plan physique, le Ministre fournit dans ses productions, un document qui démontre son inexistence. En effet, dans le procès verbal n° 46 du 19 avril 2001 (adopté le 27 juin 2001, pièce Afssaps n° 4), il est clairement précisé que :

« *Aucun cas de décès imputable à l'Ayahuasca n'a été rapporté* ».

Et le procès verbal ajoute que « *les effets indésirables sont essentiellement des troubles digestifs (nausées, vomissements et diarrhées), une hypothermie, et une augmentation de la pression artérielle* ». Or, il s'agit de phénomènes passagers qui disparaissent au bout de quelques heures. En tout état de cause, un « voyage intérieur » effectué grâce à l'Ayahuasca est beaucoup moins dangereux pour la santé qu'une « cuite » à l'alcool.

Il est vrai que le Ministère ajoute, pour justifier la toxicité de l'Ayahuasca, que l'enquête « *menée dans le réseau des CEIP montre que l'Ayahuasca procède de par sa composition des effets psychoactifs et un potentiel d'abus de dépendance avérée, et qu'elle entraîne des effets somatiques importants, et qu'elle est neurotoxique chez l'animal* ». Les données fournies par le CEIP constituent d'ailleurs l'argument essentiel de l'Afssaps pour justifier le classement. Or on va voir qu'il est particulièrement contestable, et constitue même, en raison de son absence de rigueur scientifique, une contre démonstration presque parfaite du prétendu danger sanitaire et social, de l'ayahuasca.

D. Sur l'absence de danger sanitaire et social.

8. Il convient de rappeler que les requérants affirmaient que l'absence de danger sanitaire et social causé par l'usage de l'Ayahuasca est une donnée largement établie par les travaux scientifiques, comme par les rapports officiels des groupes de travail brésiliens ou hollandais.

Pour contester cette réalité, l'administration affirme tout d'abord que la consommation d'Ayahuasca entraîne des troubles digestifs précoces et intense (nausées, vomissements, diarrhées), ce que personne ne conteste. Mais cela ne constitue pas un danger de santé publique en raison de leur caractère passager. On rappelle que les pommes vertes provoquent également des diarrhées, sans pour autant être dangereuses pour la santé. Et les requérants rappellent incidemment que ces vomissements ont, dans le rite du Santo Daime, un caractère purificateur.

Aussi bien l'administration vise les « *dangers psychologiques* » en se fondant sur la description de quelques cas notifiés aux CEIP qui illustrent les effets de l'Ayahuasca. Ces cas sont évoqués dans l'avis de la Commission Nationale des Stupéfiants et Psychotropes du 16 décembre 2004 (pièce Afssaps n° 6), ainsi que dans la pièce n° 5 (mémoire HARAMBURU), devant la Commission des Stupéfiants et Psychotropes du 16 décembre 2004.

Le mémoire de l'Afssaps utilise les données en provenance de trois CEIP (Paris, Bordeaux et Grenoble), sur la période de 2000 à 2003 concernant sept personnes qui auraient consommé de l'ayahuasca, pour démontrer « *la nature et l'importance des problèmes de santé publique* ». Or, affirmer l'existence d'un problème de santé publique, à partir de sept cas recensés sur une période de trois ans ne paraît pas très sérieux. Au surplus ces données, collectées sans la moindre rigueur scientifique, sur des sujets inconnus, pour lesquels on ne dispose ni de l'analyse des échantillons de substances ingérées, ni des conditions d'ingestion de la supposée Ayahuasca, ni même de la description clinique des cas mentionnés, sont du niveau d'un article de Marie-Claire. On frôle le charlatanisme.

Néanmoins, pour démontrer la légèreté avec laquelle le Ministre de la Santé peut décider du classement d'une substance parmi les stupéfiants, les requérants entendent revenir sur les cas les plus significatifs cités par le Ministre dans son mémoire : le cas d'une femme souhaitant écrire un ouvrage sur « le pseudo-shamanisme » signalé par le CEIP de Bordeaux, celui d'une femme de 32 ans, adepte de la secte Santo Daime, signalé par le CEIP de Grenoble, et celui d'un homme de 32 ans victime d'une soumission chimique, signalé par le CEIP de Paris.

■ Le mémoire de l'Afssaps évoque tout d'abord le cas signalé par le CEIP de Bordeaux dans les termes suivants :

« *Une femme souhaitant écrire un ouvrage pseudo-shamanisme a consommé de l'ayahuasca à 2 reprises (cas notifié au CEIP de Bordeaux). Après la seconde prise, elle a ressenti un malaise intense, avec une probable perte de connaissance, suivi d'hallucinations persistantes pendant une semaine. Trois semaines plus tard, des sensations de dépersonnalisation, des idées paranoïdes, des hallucinations auditives, de*

l'anxiété et des cauchemars sont apparus et ont durés 4 à 5 semaines. Ces effets ont contraint cette femme à arrêter son activité professionnelle pendant 7 mois ».

Il convient immédiatement de souligner la partialité du témoignage de la femme en cause, qui déclare vouloir écrire un ouvrage sur le « *pseudo-shamanisme* » (sic). Cette expression montre le mépris qu'elle éprouve pour cette religion, ce qui rend son témoignage plus que suspect. Dès lors, tous les prétendus « *malaises intenses* », suivis « *d'hallucinations persistantes pendant une semaine* », peuvent être les produits de son imagination. Il est impossible de vérifier leur réalité. Une imagination d'ailleurs fertile, puisque trois semaines après la seconde prise, la femme en question a eu des « *cauchemars* » qui ont duré 4 à 5 semaines, ce qui constitue un exemple jamais vu dans l'histoire de l'Ayahuasca.

Pire encore, le CEIP affirme que : « *ces effets ont contraint cette femme à arrêter son activité professionnelle pendant 7 mois* », sans démontrer le moins du monde la relation de cause à effet, entre sa consommation d'ayahuasca et son arrêt de travail. Exerçant la profession de psychologue, cette femme était censée écrire un livre sur le sujet. Ce livre n'a cependant jamais été accepté par un quelconque éditeur, et toutes ces affirmations sont contredites par l'étude du professeur HALPERN (1999), qui démontre que les hallucinogènes provoquent très peu d'effets résiduels à long terme.

■ Le mémoire de l'Afssaps évoque ensuite le cas signalé par le CEIP de Grenoble dans les termes suivants :

« Une femme de 32 ans, adepte de la secte Santo Daime a maigri de 15 kg alors qu'elle participait à la prise d'ayahuasca tous les 15 jours ».

Le problème est que la citation du mémoire est quelque peu tronquée, par rapport aux constatations effectuées par le CEIP. En effet, ce cas est décrit dans les termes suivants par le docteur HARAMBURU (pièce Afssaps n° 6) :

« Femme de 32 ans, dans la secte Santo Daime depuis 5 ans aussi bien au Brésil qu'en France. Amaigrissement de plus de 15 kilos alors qu'elle participait à la prise d'ayahuasca (« importé » du Brésil) une fois tous les 15 jours.

A accouché en août 2004 d'un enfant en bonne santé apparente (il n'y a pas eu de dosages effectués comme le Dr M. Mallaret l'avait demandé ; pas de TDM ou d'IRM cérébrale). Evolution de l'enfant favorable. Il semble que la jeune femme ait moins consommé d'ayahuasca pendant sa grossesse (comportement plus « normal ») mais n'ait pas arrêté ».

En clair la perte de poids de 15 kg, ne l'a pas empêchée d'avoir une grossesse normale et un enfant en bonne santé. Le dommage sanitaire causé par son usage (ou son abus) de l'ayahuasca n'est donc pas établi. Au surplus, si cette femme, dont on ne connaît même pas le poids a perdu 15 kg, il n'est nullement démontré l'existence d'une relation de cause à effet entre l'ingestion d'ayahuasca et sa perte de poids. Un tel phénomène n'a d'ailleurs jamais été répertorié dans les annales scientifiques, et on reste stupéfait devant l'absence de vérification d'une telle affirmation.

■ Le mémoire de l’Afssaps cite enfin le cas signalé par le CEIP de Paris dans les termes suivants :

« Un cas de soumission chimique avec une possible utilisation d’ayahuasca a été rapportée en octobre 2002. Il s’agit d’un homme de 32 ans qui relate qu’envron une demi-heure après avoir bu une boisson alcoolisée, il a présenté des troubles de la vision, une somnolence puis une amnésie. La chromatographie gazeuse couplée à la spectrographie a mis en évidence, outre la présence de cannabis, de nicotine, de cotinine et de caféine dans les urines, la présence d’harmine ».

Le mémoire de l’Afssaps oublie d’ailleurs de relever que l’intéressé s’est fait voler sa carte bancaire par une femme inconnue, rencontrée dans une boîte de nuit, après avoir bu une boisson alcoolisée. Il est indiqué que la présence d’harmine dans ses urines *« peut faire suspecter une utilisation d’ayahuasca (?) »*, mais le CEIP de Paris n’est même pas sûr de ladite utilisation.

Or celle-ci est proprement invraisemblable. On voit mal effet, comment soumettre chimiquement un sujet en lui faisant ingérer à son insu de l’Ayahuasca dans un verre d’alcool, vu le goût extrêmement amer de l’ayahuasca et ses caractéristiques d’épaisseur mielleuse et de couleur foncée.

En définitive, tous ces cas anecdotiques n’ont pas la moindre valeur scientifique, et ne constituent en aucun cas une étude sérieuse des dangers de l’ayahuasca sur le plan sanitaire et social. Si après trois années d’observation sur tout le territoire, l’Afssaps ne peut que rapporter que trois cas isolés, les quatre autres étant encore moins présentables, on peut y voir *a contrario*, une preuve de l’absence réelle de danger pour la santé publique. Et ce qui est vrai pour l’ayahuasca, l’est encore plus pour les plantes *Psychotria Veridis* et *Banesteriopsis caapi*, puisqu’elles ne sont même pas consommables par l’homme à l’état naturel.

Les requérants maintiennent donc, que le classement de ces plantes parmi les stupéfiants constitue une erreur manifeste d’appréciation du Ministre de la Santé à un triple point de vue, en raison de l’absence de dépendance, de l’absence de toxicité, et de l’absence de danger sanitaire et social causés par ces plantes.

Par ces motifs et tous autres à produire ou à suppléer, les requérants concluent qu’il plaise au Conseil d’Etat :

- **ANNULER** l’arrêté attaqué

- **CONDAMNER** l’Etat à payer à chacun des requérants la somme de 1 500 € sur le fondement de l’article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

Production :

37. Décision de la Cour Suprême du 21 février 2006
38. Décision du Tribunal italien de Pérouse du 4 avril 2006
39. Lettre du Ministre de la Santé du Canada du 31 juillet 2006 avec sa traduction
40. Résolution du CONAD brésilien du 4 novembre 2004 sur l'utilisation religieuse et recherche sur l'ayahuasca
41. PV de réunion du CONAD de février 2006 sur l'ayahuasca
42. DESHAYES, Les trois mondes du Santo Daime, Socio-anthropologie 2006
43. Lettre de l'OICS du 17 janvier 2001 avec sa traduction
44. Extrait du site Internet du Comité National d'Information sur la Drogue (CNID)
45. Libération, 5 septembre 2006, France Moulin : report du procès demandé